RELIGION ET RÉVOLUTION. À ABBEVILLE

Robert LEGRAND

Dans les trente ans qui ont précédé la révolution, le nombre des baptêmes est resté stable à Abbeville, stable comme la population elle-même. Ce qui semble montrer que les "funestes secrets" n'ont pas encore pénétré dans la région.

L'Eglise paraît pourtant alors avoir perdu de son influence : les religieuses restaient nombreuses, dans les huit couvents de la ville, mais le recrutement devenait difficile, et en 1790, la plupart étaient très agées (1).

Par contre les ordinations de prêtres restent stables dans le département jusqu'en 1789, et le rôle des curés de village demeure éminent. La pauvreté gagnait les villes et les villages, et les filles-mères, par exemple, n'avaient pas les moyens d'élever leurs nourrissons : c'est le curé du village qui les faisait accepter à l'hôpital, après les avoir baptisés.

Devant la pauvreté et le chômage, à la fin de l'Ancien Régime, deux évêques d'Amiens ont montré leur générosité et leur esprit social, en faveur des plus déshérités : le célèbre Monseigneur de la Motte d'abord, puis Monseigneur de Machault, qui lui succédera en 1774.

Les cahiers de doléances

On relève dans les cahiers de doléances du Tiers Etat une opposition contre les communautés religieuses, les abbayes surtout, il s'agit d'un anticléricalisme général, dû aux inégalités devant l'impôt, et la mauvaise gestion des terres des abbayes.
Les paysans s'opposaient aux moines, qui prélevaient trop, et cultivaient mal. Ces attaques se voient surtout dans les cahiers des villages entourant les abbayes.

(1) Dans le Poitou, l'historien J. Marcadé relève une baisse de 30 % de l'effectif des religieuses, et 50 % des converses avant la révolution.

On ne voit pas, et c'est logique, d'attaques contre les petits curés, mais seulement contre les riches prélats.

Les cahiers du clergé picards s'élèvent, eux, contre des coutumes qui n'ont plus de raison d'être, et contre diverses injustices : les dignités ecclésiastiques, par exemple, fort mal distribuées ; la nomination des curés devait se faire au concours, et les universités, d'autres part, n'étaient pas assez nombreuses, pour permettre d'acquérir des grades.
Là, comme ailleurs, des réformes importantes s'imposaient.
Le mécontentement des curés à portion congrue s'explique par leur faible traitement - 310 livres par an - alors que les prêtres des villes gagnaient dix fois plus.
La moitié des prêtres, environ 600 pour 1 200, a refusé de prêter le serment en 1790, beaucoup ont émigré.

1793 - An II -

Fin juillet, André Dumont, le Conventionnel, est envoyé en mission dans la Somme, le Boulonnais, et l'Oise. Il montre aussitôt son hostilité au clergé, fait arrêter à Boulogne 200 personnes, dont 64 prêtres. Il les fait défiler enchaînés, deux par deux.
Il mène rondement la lutte contre l'église en Picardie.
Il s'attaque naturellement aussi aux biens ; avec une volonté farouche, il fait enlever les trésors et les cloches des églises. Et il s'entoure de sans-culottes ardents : des officiers : Gontrand, Courtois, Taillefer, Landrieux.
Et des membres des sociétés populaires ou des comités de surveillance tels Naquart, Loisel, Petit, Samson, président de la Société populaire. Certains seront désarmés comme terroristes en l'an III, d'autre emprisonnés.
A Saint-Valéry-sur-Somme, les jacobins manifestaient le même anticléricalisme, ils brûlent

les statues des "prétendus saints", et les "os pourris, cariés, révérés sous le nom de reliques."
Mais dans cette petite ville, certains membres de la Société populaire restaient partisans de la liberté du culte.
Même fanatisme à Montreuil-sur-Mer, je l'ai montré par ailleurs.

A Abbeville, soixante religieuses sur 200 s o n t mises en prison pour avoir refusé de prêter le serment ; la plupart seront libérées au bout de trois mois.
En 1794, deux prêtres sont guillotinés à Amiens, le carme Vigneron, qui s'était caché, ayant lui aussi refusé de prêter le serment. Le second, Joseph Ringard, avait émigré, mais rentré imprudemment, il avait été repris et condamné à mort.
L'évèque constitutionnel Desbois de Rochefort, en butte à la colère de Dumont, a passé un an en prison, avant d'être libéré après thermidor.
C'est surtout au cours de l'été et de l'automne 1793 que l'action de Dumont et de ses affidés fut la plus dure. Comme les comités de surveillance, les Sociétés populaires et les municipalités de la Somme - et même de l'Oise - suivaient aveuglément les directives de Dumont, en particulier sur la lutte contre l'Eglise.

Samson président de la Société populaire d'Abbeville, écrit à la Convention en novembre 1793 : "Les Français sont mûrs pour la philosophie, ils ne veulent plus d'autre culte que celui de la RAISON. Ce culte n'a pas besoin de prêtres, ils n'ont fait que troubler le repos des nations. Plus de prêtres, plus d'églises !"

Mais rappelons que la déchristianisation a été magistralement étudiée par notre ami Jacques Bernet.

Pour parler des curés, Dumont employait un vocabulaire imagé : il les appelait : les bêtes noires - l'engeance ecclésiastique, - la vermine ecclésiastique, cette peste de la société - il parlait des "magots qu'on appelle les saints", des fourberies ecclésiastiques, de l'imposture de ces animaux, "les bûches que l'on appelait saints ou saintes". - "les théâtres des charlatans que l'on appelait des autels, où les prêtres jouaient du gobelet."

Nombreuses, chaleureuses, sont les adresses envoyées par les communes ou les Sociétés populaires à Dumont tant qu'il fut représentant en mission. Il semble donc populaire. Mais il était tout puissant, et craint, ces adresses étaient-elles toutes sincères ?

Mais l'on sait que la hargne de Dumont avait irrité Robespierre et le Comité de Salut public. Il reçut une réprimande sévère. Or, sans scrupules, il publia la lettre dans son Conte-Rendu, - en l'an V - en ne laissant que la partie purement louangeuse sur son action politique.

Portrait de DUMONT.

Les annees passent. Dumont, devenu sous-préfet d'Abbeville, accueille, en 1800, avec beaucoup de respect les religieuses rentrant à l'Hôtel-Dieu, elle prêtent devant lui, le nouveau serment au gouvernement.
Tissot, témoin de cette époque, écrit dans ses Mémoires (inédits) : Dumont, à la Tribune, ressemble à "une hyène en fureur".
Et l'historien Henri Wallon écrit de Dumont : "On le voit tout entier s'abandonner à, cette fièvre anti-religieuse, qui fut l'un des symptômes les plus caractéristiques de la Terreur.
Kuscinski disait de lui : un énergumène,
Et Mathiez : un caméléon politique...

En l'an III - Bilan de l'action anti-religieuse

Malgré Dumont et son entourage, les résultats de ces menées ne sont guère positifs. Certes, on relève bien des mariages pendant le carême, en l'an II et en l'an III mais de fait, ils furent moins nombreux que pendant le reste de l'année.
Les prénoms révolutionnaires. On ne relève ces prénoms à Abbeville que pendant deux ans et demi. Et le pourcentage est resté faible : 2,9 % du total des naissances. J'ai trouvé par contre 5 % à Valenciennes, Maurice Dommanget a relevé 16 % à Beauvais, et Albert Vion, à Calais a trouvé 12 % de prénoms révolutionnaires.
A partir de l'an III, les parents reviennent aux prénoms anciens. Et certains, même, feront supprimer, à l'Etat-civil, des prénoms difficiles à porter : Jules César, Poireau, Héliotrope, et j'en passe.

Retour de flamme

Prarond a écrit : "La liberté des cultes alors proclamée, de nouveau avait rendu l'expansion du sentiment religieux des campagnes ; les administrations révolutionnaires s'effarouchaient de ce réveil de l'esprit traditionnel de la foi ; elles s'efforçaient de réprimer les manifestations politiques de la vieille religion."
Des croix étaient replaçées le long des routes et sur les places des villages.
Et des citoyens demandaient instamment la réouverture de leur église. A Abbeville, comme dans le Vimeu, des églises transformées en ateliers de salpètre avaient subi de gros dégâts. Les paroissiens en exigeaient la mise en ordre et la réouverture. Certains jetaient même dehors les ustensiles de salpère pour retrouver plus vite leurs églises.

C'est la fin de la Saint-Montagne, de la Sainte pique, de la Sainte armée.
En avril 1794, Samson avait prononçé à la Société populaire un violent discours anticlérical. Mais deux mois, après, volte-face : il exalte l'Etre suprême, marche arrière de grand style...

Le Directoire

Après l'an IV, les prêtres réfractaires "rentrent de toutes parts" et leurs manoeuvres sont dénonçées par les autorités, par le préfet de la Somme en particulier. Celui-ci parle, constamment, dans ses rapports hebdomadaires, de la lutte contre les royalistes et contre les réfractaires, il veille à la police des cultes.
Simple détail, en l'an IV, puis en l'an V, pour éviter tout incident, les autorités décident d'interdire la messe de minuit le soir de Noël.
Au printemps de 1797, trois prêtres sont arrêtés, jugés, puis acquittés en appel, c'est donc un jugement modéré, mais cela se passait avant le 18 fructidor, évidemment.

Précisément, à partir de ce jour, changement radical, retour à la politique jacobine. La réaction du nouveau pouvoir est immédiate : retour à la lutte contre les royalistes, les prêtres réfractaires, les émigrés rentrés. Les calvaires seront détruits, et le son des cloches interdit. Pour plus de sûreté, on enlève même les battants de ces cloches, qui restaient encore.
"Le peuple accueille ces mesures sévères sans trop murmurer..." et le préfet rapporte que la tranquillité publique est revenue dans son département, après la disparition, ou l'internement des divers opposants.
Cette tranquillité ne durera guère. En l'an VII, le préfet mentionne à nouveau "les mesures hypocrites des réfractaires," et des émigrés, qui sèment le trouble dans la population et dans les familles. Les religieuses sont mises, une nouvelle fois, sous surveillance.
Il faudra attendre le Consultat, pour voir, après tant d'années de luttes, la paix civile et la paix religieuse restaurées dans la région.

Pour conclure

De ces dix années de révolution en Picardie, je retiens : un calme relatif, mais tout de même des tensions, dues à Dumont, foncièrement anticlérical.

Quinze couvents existaient dans Abbeville en 1790, ils furent fermés peu après. En 1826, quatre seulement se trouvaient à nouveau installés dans la cité.

Deux questions sont difficiles à résoudre :
- l'histoire du clergé réfractaire.
- le nombre des mariages "**civils**" pendant la période de lutte contre l'église.
La loi interdisait aux curés de tenir des registres paroissiaux et de publier des bans. Certains de ces mariages ont été reconnus par l'Eglise après 1804, mais c'est un problème délicat à résoudre.